

| | | |
|----------|--|-----------|
| A | GENERALITES..... | 2 |
| 1 | Champ d'application..... | 2 |
| 2 | Définitions..... | 2 |
| 3 | Taxes et conditions de paiement..... | 2 |
| 4 | Règles de communication..... | 2 |
| 5 | Délai..... | 2 |
| B | DEROULEMENT DE LA PROCEDURE..... | 3 |
| 1 | Déposition de la Requête..... | 3 |
| 2 | Désignation de l'administrateur responsable du litige..... | 3 |
| 3 | Présentation de la Réponse à la Requête..... | 3 |
| 4 | Procédure de nomination des Arbitres..... | 3 |
| 5 | Déclaration..... | 3 |
| 6 | Formulaires..... | 4 |
| 7 | Audience..... | 4 |
| 8 | Sentence du Tribunal..... | 4 |
| 9 | Correction des erreurs administratives..... | 4 |
| 10 | Publication de la Sentence..... | 4 |
| 11 | Limitation de la longueur du texte..... | 5 |
| C | DISPOSITIONS FINALES..... | 6 |
| 1 | Modifications et compléments..... | 6 |
| 2 | Date de prise d'effet..... | 6 |
| 3 | Liste des annexes..... | 6 |
| | ANNEXE A: LISTE DES TAXES..... | 7 |
| | ANNEXE B: LISTE DES FORMULAIRES..... | 9 |
| | ANNEXE C: RÈGLES DE COMMUNICATION..... | 12 |

A GENERALITES

1 Champ d'application

- (a) **Relation entre les Règles ADR et la législation européenne.** Les présentes Règles complémentaires ADR sont interprétées et applicables en conformité avec les règles ADR applicables aux litiges concernant les noms de domaine .eu adoptées par l'Administrateur ("Règles ADR"), et avec l'Ordonnance (CE) 733/2002 et l'Ordonnance 874/2004 ainsi que d'autres réglementations correspondantes européennes. Les présentes Règles complémentaires ne doivent pas s'écarter des Règles ADR et des Ordonnances CE.
- (b) **Versión des Règles complémentaires.** Il est nécessaire d'appliquer, à la procédure administrative ouverte sur la base d'une Requête, la version des Règles complémentaires ADR en vigueur à la date de la déposition de la Requête.

2 Définitions

Prestataire signifie le Tribunal d'Arbitrage auprès de la Chambre Economique de la République tchèque et de la Chambre Agraire de la République tchèque.

Tout autre terme défini dans les Règles ADR et utilisé dans les présentes Règles complémentaires ADR a la même signification que celle établie dans les Règles ADR.

3 Taxes et conditions de paiement

Les taxes relatives à la procédure administrative et les modalités de paiement à suivre sont établies dans l'[Annexe A](#) des présentes Règles ADR publiées sur le site internet du Prestataire. Le prestataire peut concéder des réductions sur les taxes dans des cas justifiés. Les conditions pour l'obtention de réductions seront publiées sur les pages internet du Prestataire.

4 Règles de communication

Les Parties doivent observer les Règles de communication établies dans l'[Annexe C](#) des présentes Règles complémentaires ADR.

5 Délai

L'expiration de tout délai prend effet à minuit (24:00) du dernier jour du délai imparti. Si le dernier jour du délai prescrit par les Règles ADR et/ou les Règles complémentaires ADR n'est pas un jour ouvrable, le délai sera automatiquement prolongé afin d'inclure le prochain jour ouvrable suivant le dernier jour du délai.

B DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

1 Déposition de la Requête

- (a) La Requête doit inclure tous les éléments établis au paragraphe B1 (b) des Règles ADR.
- (b) **Modèle de la Requête.** Conformément au paragraphe B1(b) (17) des Règles ADR, le Partie Requérante est tenue de formuler la Requête conformément au Modèle de la Requête qui fait partie de la liste des formulaires dans l'Annexe B des présentes Règles complémentaires ADR et publiés sur le site internet du Prestataire.
- (c) **Nombre d'exemplaires imprimés.** Si la Partie est tenue de remettre au Prestataire la Requête sous forme imprimée, celle-ci doit être présentée en trois (3) copies plus un (1) original.

2 Désignation de l'administrateur responsable du litige

- (a) **Notifications.** Le Prestataire notifiera aux Parties le nom et les coordonnées de son employé qui agit en tant qu'administrateur responsable du litige, responsable de toutes les affaires administratives relatives au litige ainsi que de la communication avec le Tribunal.
- (b) **Obligations.** L'administrateur responsable du litige peut prêter une coopération administrative au Tribunal ou aux Arbitres sans pouvoir décider des affaires concrètes relatives au litige.

3 Présentation de la Réponse à la Requête

- (a) **La Réponse** à la Requête doit inclure tous les éléments établis au paragraphe B3(b) des Règles ADR.
- (b) **Modèle de la Réponse à la Requête.** Conformément au paragraphe B3(b) (9) des Règles ADR, la Partie Requérante est tenue d'établir une Réponse à la Requête à l'aide du Modèle faisant partie de la liste des formulaires inclus dans l'Annexe B des présentes Règles complémentaires ADR et publiés sur le site internet du Prestataire.

4 Procédure de nomination des Arbitres

- (a) **Candidats proposés par les Parties.** Si la Partie est tenue de présenter les noms de trois (3) candidats afin que le Prestataire puisse juger de leur nomination dans la fonction d'Arbitre (conformément au paragraphe B1(b)(4), B3(b)(4) et B4(c) des Règles ADR), la Partie correspondante fournira les noms et les coordonnées des trois candidats, par ordre de préférence. Lors de la désignation des Arbitres, le Prestataire respecte l'ordre de préférence en tenant compte de la disponibilité du candidat.
- (b) **Président du Tribunal.** L'Arbitre nommé conformément au paragraphe B4(d) des Règles ADR à partir de la liste des Arbitres du Prestataire exerce la fonction de Président du Tribunal et est chargé de la coordination des actions du Tribunal.
- (c) **Manquement aux obligations de la part de la Partie Défendante.** Si la Partie Défendante ne présente pas la Réponse à la Requête ou n'effectue pas le paiement des taxes conformément au paragraphe B3(c) des Règles ADR dans le délai établi par le Prestataire, ce dernier procède à la nomination du Tribunal.

5 Déclaration

Avant la nomination dans la fonction d'Arbitre conformément au paragraphe B5 des Règles ADR, le candidat est tenu de remettre au Prestataire une Déclaration d'impartialité et d'indépendance établie conformément

au Modèle qui fait partie de la liste des formulaires inclus dans l'Annexe B des présentes Règles complémentaires ADR et publiées sur le site internet du Prestataire.

6 Formulaires

Outre le Modèle de la Requête tenant compte de la Requête (paragraphe B1(b) ci-dessus) et le Modèle de la Réponse à la Requête tenant compte de la Réponse à la Requête (paragraphe b3(b) ci-dessus), les Parties sont tenues d'utiliser, dans la communication réalisée dans le cadre de la procédure ADR les Modèles inclus dans l'Annexe B des présentes Règles complémentaires ADR et publiées sur le site internet du Prestataire.

7 Audience

Si le Tribunal décide de la nécessité d'une audience, celle-ci sera organisée sous forme d'une téléconférence, vidéoconférence ou la conférence sur l'adresse CHAT du Prestataire à condition d'acceptation de la part des deux Parties de l'utilisation des technologies susmentionnées, ou, dans le cas contraire, en présence des Parties, dans le lieu établi par le Tribunal. Le Tribunal notifiera l'ouverture de l'audience aux Parties en respectant les règles de communication susmentionnées sept (7) jours avant la date de l'audience, la notification devant inclure la date, l'heure et le lieu (virtuel ou réel) de l'audience.

8 Sentence du Tribunal

La sentence du Tribunal doit satisfaire aux exigences établies à l'article B13 des Règles ADR et aux exigences formelles établies par les présentes Règles complémentaires ADR à l'exception de la limitation du nombre de pages conformément au paragraphe 11 ci-dessous où le Tribunal fera valoir son pouvoir discrétionnaire. Le Modèle de la Sentence fait partie de la liste des formulaires inclus dans l'Annexe B des présentes Règles complémentaires ADR et publiées sur le site internet du Prestataire.

9 Correction des erreurs administratives

Dans les sept (7) jours suivant l'adoption de la Sentence, la Partie a droit, sous forme d'une notification écrite adressée au Tribunal et à l'autre Partie, de demander au Tribunal (panel) de corriger les erreurs de calcul, les erreurs administratives ou les erreurs de frappe et similaires qui se trouvent dans le texte de la Sentence. Les corrections sont remises aux Parties par écrit et feront partie intégrale de la Sentence.

Le Tribunal a droit de corriger, de sa propre initiative, les erreurs susmentionnées dans un délai de sept (7) jours suivant la date de publication de la sentence.

10 Publication de la Sentence

Le Prestataire remettra la Sentence du Tribunal aux Parties, à l'Enregistreur(s) et à l'EURid conformément aux Règles ADR et à la politique d'enregistrement. Le Prestataire publiera le texte intégral de la Sentence sur son site internet en indiquant:

- (a) Le nom de domaine contesté faisant objet de la Requête;
- (b) Les numéros d'affaires litigieuses;
- (c) La date d'ouverture de la procédure ADR.

La Sentence est publiée dans la langue de procédure ADR et elle est accompagnée d'une traduction anglaise non officielle assurée par le Prestataire.

11 Limitation de la longueur du texte

Les Arbitres tâcheront de respecter les limitations suivantes relatives à la longueur du texte:

- (a) Texte en vertu du paragraphe B1(b)(10) des Règles ADR – 5 000 mots.
- (b) Texte en vertu du paragraphe B3(b)(6) des Règles ADR – 5 000 mots.
- (c) Texte en vertu du paragraphe B13(e) des Règles ADR – 5 000 mots.

C DISPOSITIONS FINALES

1 Modifications et compléments

Sous réserve de la conformité avec les Règles ADR, le Prestataire peut modifier ou compléter les présentes Règles ADR sur la base de son jugement exclusif.

2 Date de prise d'effet

Les présentes Règles complémentaires ADR s'appliqueront à toutes les Requêtes déposées après le 1^{er} février 2010.

3 Liste des annexes

- Annexe A: Liste des taxes;
- Annexe B: Liste des formulaires;
- Annexe C: Règles de communication

ANNEXE A: LISTE DES TAXES

Taxes du Tribunal d'arbitrage relatives aux litiges concernant les noms de Domaine .eu

| Nombre de noms de Domaine litigieux objets de la Requête | Taxes des arbitres | | Taxes du Tribunal | | Total des taxes | |
|--|---|--|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Un arbitre | Trois arbitres | Un arbitre | Trois arbitres | Un arbitre | Trois arbitres |
| De 1 à 5 noms de domaine | 900 | Président du Tribunal 1 200 Chaque membre du Tribunal: 600 | 400 | 700 | 1 300 | 3 100 |
| De 6 à 10 noms de domaine | 1 100 | Président du Tribunal 1 500 Chaque membre du Tribunal: 800 | 500 | 900 | 1 600 | 4 000 |
| De 11 à 20 noms de domaine | 1 300 | Président du Tribunal: 1 800 Chaque membre du Tribunal: 900 | 600 | 1 100 | 1 900 | 4 700 |
| de 21 à 30 noms de domaine | 1 500 | Président du Tribunal: 2 100 Chaque membre du Tribunal: 1 050 | 700 | 1 300 | 2 200 | 5 500 |
| de 31 à 40 noms de domaine | 1 700 | Président du Tribunal: 2 400 Chaque membre du Tribunal: 1 200 | 800 | 1 500 | 2 500 | 6 300 |
| de 41 à 50 noms de domaine | 1 900 | Président du Tribunal: 2 700 Chaque membre du Tribunal: 1 350 | 900 | 1 700 | 2 800 | 7 100 |
| 10 et plus de 10 noms de domaine | à décider après la consultation du Tribunal | | | | | |
| Demande de modification de la langue de procédure | 250 | | 250 | | 500 | |
| Contestation du rejet de la Requête suite aux défauts de forme | 250 | | 250 | | 500 | |

Règles complémentaires ADR du Tribunal d'Arbitrage auprès de la Chambre Economique de la République tchèque et de la Chambre Agraire de la République tchèque

Le Tribunal d'Arbitrage de la République tchèque concédera une réduction substantielle sur les taxes ADR sur toutes les Procédures ADR qui seront terminées avant délai. Spécialement lorsqu'une Requête est retirée conformément au paragraphe B2 (b) des Règles ADR ou lorsqu'une Procédure est terminée avant que le Tribunal n'ait été nommé, le Tribunal d'Arbitrage de la République tchèque retiendra une taxe de traitement égale à **la part du Tribunal d'Arbitrage de la République tchèque du total des taxes ADR** et ristournera le solde des taxes ADR aux Parties respectives.

Le Tribunal d'Arbitrage de la République tchèque **ristournera les taxes ADR** applicables pour remplir une objection contre la décision du Tribunal d'Arbitrage de la République tchèque de terminer une Procédure ADR en raison de défauts administratifs, si le Tribunal décide en faveur de la Partie Requérante.

Légende:

- a. Toutes les taxes sont indiquées en euros, y compris la TVA pour les taxes des arbitres. Le Tribunal d'arbitrage n'est pas soumis à la TVA.
- b. Les taxes relatives à plusieurs noms de Domaine sont applicables seulement dans le cas d'une procédure ADR où les Parties sont le même Requérant et le même Défendeur et dans le cas où la langue de procédure ADR est la même pour tous les noms de domaine litigieux.
- c. La taxe du Tribunal d'Arbitrage de la République Tchèque applicable à la procédure conformément aux points (a) à (f) ci-dessus comporte (i) la taxe couvrant les frais administratifs du Tribunal arbitral et (ii) la taxe couvrant d'autres frais résultant de l'obligation d'organiser la procédure ADR dans toutes les langues officielles de l'UE.
- d. Toutes les taxes sont payables avant le dépôt de la Requête par la Partie, et cela par virement bancaire au compte du Tribunal d'Arbitrage de la République Tchèque: numero de compte 3594130024, code banque 2700, intitulé du compte: Tribunal d'arbitrage auprès de la Chambre Economique de la République tchèque et de la Chambre Agraire de la République tchèque, banque: UniCredit Bank Czech Republic, a.s., Želetavská 1525/1, 140 92 Praha 4 – Michle.

ANNEXE B: LISTE DES FORMULAIRES

| n° | Formulaire | commentaire |
|-------|--|-------------|
| A1 | Requête | |
| A2 | Notification de non-paiement des taxes | |
| A3 | Notification de refus de la Requête pour cause de non-paiement des taxes | |
| A3_1 | Demande d'authentification de la part EURID | |
| A3_2 | Liste de contrôle du respect des conditions de forme - Requête | |
| A4 | Accusé de réception de la Requête | |
| A5 | Notification de Suspension de la procédure – fin de l'instruction de la Requête | |
| A6 | Notification des défauts de la Requête | |
| A7 | Requête complétée | voir A1 |
| A8 | Notification de la fin de la procédure à cause des défauts de la Requête | |
| A9 | Notification de la Requête et de la date d'ouverture de la Procédure ADR | |
| A9_a | Notification de la Requête et de l'ouverture de la Procédure ADR | |
| A10 | Réponse à la Requête | |
| A11 | Accusé de réception de la Réponse à la Requête | |
| A11_1 | Liste de contrôle du respect des conditions de forme – Réponse à la Requête | |
| A12 | Notification des défauts identifiés dans la Réponse à la Requête | |
| A13 | Réponse à la Requête complétée | voir A10 |
| A14 | Notification du manquement aux obligations de la Partie Défendante | |
| A15 | Contestation de la notification du manquement aux obligations de la Partie Défendante | |
| A16 | Accusé de réception de la Contestation de la notification du manquement aux obligations de la Partie Défendante, Notification de la contestation au Tribunal et à la Partie Requirante | |
| A17 | Sommation à la Partie Requirante de choisir des candidats Arbitres | |
| A18 | Choix des arbitres par la Partie Requirante | |
| A19 | Confirmation de la Déclaration d'acceptation et Déclaration d'indépendance et d'impartialité | |
| A20 | Notification de la désignation du Tribunal et de la date prévue du Jugement | |
| A21 | Requête de révocation d'un Arbitre | |
| A21_1 | Accusé de réception de la Requête de révocation de l'Arbitre et de la notification à l'autre Partie | |
| A22 | Réponse à la Requête de révocation d'un Arbitre | |
| A23 | Jugement de la Requête de révocation d'un Arbitre | |
| A24 | Soumission du dossier au Tribunal ADR | |
| A25 | Sentence arbitrale | |
| A26 | Preuves complémentaires présentées par la Partie Défendante | |
| A26_1 | Accusé de réception des preuves complémentaires | |
| A27 | Réponse de la Partie Requirante aux preuves déposées par la Partie Défendante | |
| A28 | Sentence arbitrale | voir A25 |
| A29 | Notification de l'activation d'une procédure suspendue | |
| A30 | Notification du maintien de la suspension de la procédure de la Requête | |
| A31 | Notification de la fin de la suspension de la procédure | |
| A32 | Coordonnées des comptes bancaires | |
| A33 | Demande de prolongation des délais | |
| A34 | Accusé de réception de la demande de prolongation des délais, Notification de la | |

| n° | Formulaire | commentaire |
|-----|---|-------------|
| | demande de prolongation des délais à l'autre Partie | |
| A35 | Jugement de la Demande de prolongation des délais | |
| A36 | Demande de suspension / prolongation de suspension de la procédure ADR pour cause de procédure de conciliation | |
| A37 | Jugement de la demande de suspension de la procédure / prolongation de suspension de la procédure ADR pour cause de procédure de conciliation | |
| A38 | Demande d'activation de la procédure ADR pour cause d'échec de la procédure de conciliation | |
| A39 | Notification de l'activation de la procédure ADR pour cause d'échec du règlement | |
| A40 | Communication atypique | |

| | | |
|-------|---|------------|
| B1 | Demande de modification de la langue de la procédure ADR | |
| B2 | Notification de non-paiement des taxes | |
| B3 | Notification de fin de procédure pour non-paiement des taxes | |
| B4 | Accusé de réception de la demande de changement de la langue de la procédure ADR | |
| B4_1 | Demande d'authentification de la part EURID | |
| B5 | Notification de la demande et de l'ouverture de la procédure de changement de la langue de la procédure ADR | |
| B6 | Réponse à la demande de changement de la langue de la procédure ADR | |
| B7 | Accusé de réception de la Réponse à la demande de changement de la langue de la procédure ADR (Réponse) | |
| B8 | Choix de l'Arbitre + Confirmation de la Déclaration d'acceptation et de la Déclaration d'impartialité et d'indépendance | voir A19 |
| B9 | Notification de la nomination du Tribunal et de la date prévue du Jugement | voir A20 |
| B10 | Requête de révocation d'un Arbitre | voir A21 |
| B10_1 | Accusé de réception de la Requête de révocation d'un Arbitre + notification à l'autre Partie et à l'Arbitre | voir A21_1 |
| B11 | Réponse à la Requête de révocation d'un Arbitre | voir A22 |
| B12 | Jugement de la Requête de révocation d'un Arbitre | voir A23 |
| B13 | Soumission du dossier au Tribunal ADR | voir A24 |
| B14 | Sentence du tribunal pour la demande de changement de la langue de la procédure ADR (Jugement) | |

| | | |
|------|---|------------|
| C1 | Objection contre la fermeture de la procédure pour défauts de la Requête | |
| C2 | Notification de non-paiement des taxes | |
| C3 | Notification de la fin de la procédure pour non-paiement des taxes | |
| C4 | Accusé de réception de l'objection contre la fermeture de la procédure pour défauts de la Requête | |
| C4_1 | Demande d'authentification de la part EURID | voir A3_1 |
| C5 | Choix de l'Arbitre + Confirmation de la Déclaration d'acceptation et de la Déclaration d'impartialité et d'indépendance | voir A19 |
| C6 | Notification de la nomination du Tribunal et de la date prévue du Jugement | voir A20 |
| C7 | Requête de révocation d'un Arbitre | voir A21 |
| C7_1 | Accusé de réception de la Requête de révocation d'un Arbitre + notification à l'autre Partie et à l'Arbitre | voir A21_1 |
| C8 | Réponse à la Requête de révocation d'un Arbitre | voir A22 |
| C9 | Soumission du dossier au Tribunal ADR | voir A24 |

| n° | Formulaire | commentaire |
|-----|---|-------------|
| C10 | Jugement de la Requête de révocation d'un Arbitre | voir A23 |
| C11 | Sentence Arbitrale | |

ANNEXE C: RÈGLES DE COMMUNICATION

Sauf disposition contraire des Règles ADR et/ou des Règles complémentaires, toute communication écrite établie dans le cadre de la procédure ADR est transmise par les modes préférés spécifiés par la Partie Requérante ou par la Partie Défendante. Si le mode préféré ou requis de communication est la communication électronique, ou à défaut de mode préféré, toute communication écrite doit être transmise par l'intermédiaire de la plateforme en ligne sécurisée accessible sur le site internet du Prestataire. Si le mode de communication préféré ou prescrit devait s'effectuer sous forme de lettre recommandée ou sous forme de service de coursier (ou par télécopie ou télex), toute forme de communication écrite devra être effectuée en double exemplaire, dont une des copies sera envoyée par l'intermédiaire de la plate-forme on-line. Dans ce cas, la communication électronique devra être aussi imprimée et envoyée par courrier ou télécopie au Tribunal d'Arbitrage auprès de la Chambre Economique de la République tchèque et de la Chambre Agraire de la République tchèque.

Pour pouvoir communiquer par l'intermédiaire de notre plateforme vous devez ouvrir et/ou acquérir votre compte personnel et obtenir votre mot de passe personnel (voir les informations dans la rubrique Instructions/Directives).